

RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE D'ELMINA SUR LE SIDA ET L'EDUCATION : UN APPEL A L'ACTION

Elmina, Ghana, 19-23 mars 2001

‘ La menace que le VIH/sida fait peser sur la réalisation des objectifs de l'EPT et, au-delà, sur le développement en général, notamment en Afrique subsaharienne, constitue un défi considérable. Les conséquences effroyables du VIH/sida sur la demande, l'offre et la qualité de l'éducation exigent que ce problème soit immédiatement pris en compte, et de façon expresse, dans l'élaboration et la planification des politiques nationales. Les programmes de lutte contre la propagation du virus doivent tirer parti au maximum des possibilités offertes par l'éducation de faire passer le message de la prévention et changer les attitudes et les comportements. ‘

Forum mondial pour l'éducation. Plan d'action de Dakar. para 27.

Les experts de haut niveau des ministères de l'éducation et d'autres ministères comme celui de la santé, venant de 13 pays de la CEDEAO, des universités, des organisations non gouvernementales, des partenaires sociaux de l'éducation, des agences des Nations Unies et des agences de coopération internationales se sont rencontrés à Elmina, Ghana, du 19 au 23 mars 2001.

Nous nous sommes réunis pour étudier comment, en Afrique occidentale, les éducateurs font face à l'impact du sida où **l'accès et l'équité, la qualité et la pertinence, le développement des capacités endogènes et le partenariat** ainsi que notre **capacité à fournir des services éducatifs** adaptés aux besoins du développement national sont menacés.

Nous avons considéré l'impact présent et potentiel du virus sur toutes les composantes du système éducatif, de l'école maternelle jusqu'à l'université. Nous sommes convaincus qu'en contre-attaquant le sida, les ministres de l'éducation peuvent - - et doivent - travailler en partenariat étroit avec tous les autres ministères, en particulier celui de la santé, avec les parents, les apprenants, les enseignants, les journalistes, les syndicats, les ONGs ainsi que les organisations religieuses et communautaires.

Nous avons étudié les données disponibles sur nos propres pays, nos collectivités locales et nos institutions éducatives qui montrent l'expansion inexorable du sida et indiquent que nos systèmes éducatifs d'Afrique de l'Ouest sont déjà menacés. Nous pensons que nous devons avoir, avec la plus grande urgence, une attitude volontariste afin de protéger les vies et le bien-être de nos populations, notre potentiel économique ainsi que la richesse de notre patrimoine culturel.

Bien que l'Afrique de l'Ouest soit relativement moins affectée par le sida que l'Afrique de l'Est et du Sud, les taux de prévalence augmentent dans plusieurs pays. La mobilité croissante des populations et les situations de conflit aggravent la détérioration de la situation déjà fragile de la région par rapport au sida. La Côte d'Ivoire est parmi les quinze pays les plus affectés d'Afrique en ce qui concerne cette épidémie (taux de prévalence de 10.76%). Le Burkina Faso et le Togo ont des taux de prévalences respectivement de 6,44% et de 5,98%. Au Nigeria, plus de 5% des adultes sont déjà infectés par le virus du SIDA soit plus de 2,7 millions de personnes (Rapport sur l'épidémie globale du sida pour 2000, UNAIDS.)

L'ENGAGEMENT DES DECIDEURS

Nous prions instamment les Ministres de l'Education des pays membres de la CEDEAO de s'acquitter des engagements nationaux et internationaux qu'ils ont déjà pris pour prévenir la progression du sida et pour protéger la santé de nos enfants et l'existence du système éducatif lui-même.

Ces engagements incluent la nécessité, identifiée à Addis Abéba, pour les Chefs d'états et les principaux décideurs nationaux, de mener personnellement la lutte contre le fléau. Ils incluent, aussi, ceux récemment pris à la Conférence des pays de l'Afrique sub-saharienne (Johannesburg, Décembre 1999), dans le cadre du Plan d'action de Dakar (Forum Mondial de l'Education, Dakar 2000) et dans celui du Forum Africain du développement (Addis Abeba, Décembre 2000), ainsi que les engagements pris dans le contexte des stratégies nationales relatives au sida, des accords internationaux liés à la réduction de la dette des pays et de plusieurs autres accords signés pendant la décennie précédente.

Nous reconnaissons que la responsabilité finale vis-à-vis du sida et de l'éducation incombe aux Etats, et l'essentiel de nos efforts doit être concentré au niveau national. Dans le même temps, nous croyons que des possibilités concrètes de coopération régionale existent pour renforcer la lutte contre l'épidémie.

Dans ce contexte, tout en reconnaissant que tous les systèmes éducatifs de la CEDEAO doivent poursuivre leurs objectifs nationaux relatifs à l'éducation ainsi que leurs efforts de réforme, les participants, après avoir pris en compte les stratégies internationales et nationales développées, l'expérience acquise dans d'autres régions d'Afrique ainsi que les conditions particulières dans notre région, recommandent que l'essentiel de nos efforts soient concentré sur trois lignes d'action stratégiques:

- (1) *Prévenir et contrôler l'expansion du sida*, particulièrement parmi les jeunes scolarisés et non scolarisés et parmi les éducateurs.
- (2) *Réduire les impacts traumatiques du sida* sur les élèves, les éducateurs et le système éducatif lui-même.
- (3) *Améliorer notre capacité de gestion et nos procédures* pour assurer qu'une action efficace puisse être mise en oeuvre pour faire face à cette crise.

PREVENIR ET CONTRÔLER L'EXPANSION DU SIDA

Il faut s'assurer que:

1. des curriculum centrés sur les compétences de vie courante (*'Life skills'*) (y compris les thèmes adaptés à chaque classe d'âge) soient au programme dans toutes les institutions d'enseignement et que les apprenants soient effectivement évalués dans ces disciplines.
2. des matériels didactiques conviviaux et tenant compte des sexospécificités sur les compétences de vie courante soient développés, distribués et utilisés.

3. **Les jeunes soient considérés comme des participants à part entière** dans les réponses apportées par des techniques comme l'éducation des pairs et autres activités fondées sur l'échange enfant-enfant ou jeune-jeune.
4. Les enseignants, les formateurs des enseignants, les conseillers pédagogiques et les administrateurs de l'éducation reçoivent une **formation initiale et continue** sur les thèmes liés au SIDA.
5. **des campagnes d'information, éducation et communication (IEC)** sur le sida soient mises en oeuvre pour toucher les jeunes scolarisés et non scolarisés.
6. **des services d'éducation à la santé et de conseil pédagogique adaptés aux jeunes** et qui traitent des problèmes de l'hygiène de vie, du sida, des MST et de la santé reproductive soient accessibles au niveau local.
7. **tout un ensemble de partenaires au sein du système éducatif et en dehors soit associé au travail d'éducation à la prévention des MST/sida (y compris les parents, les personnes vivants avec le sida, les leaders religieux et traditionnels, les groupes qui agissent au niveau des communautés locales, les journalistes, les ONG, le secteur privé.)**

<p><i>PROTEGER LES ELEVES, LES EDUCATEURS ET LA QUALITE DE L'EDUCATION</i></p>

Il faut s'assurer que:

8. des programmes de prise en charge et de **soutien des orphelins et des enfants vulnérables** soient mis en oeuvre,
9. des programmes d'appui sur le HIV/sida soient mis en oeuvre, y compris:
 - pour le conseil pédagogique et la prise en charge des **élèves affectés par le sida** dans toutes les institutions éducatives,
 - pour le conseil professionnel et le soutien aux éducateurs qui aident les élèves à faire face aux impacts du sida.
10. **des innovations pédagogiques en direction des populations vulnérables et démunies soient identifiées** qui prennent en compte les besoins éducatifs complexes et l'évolution rapide des contenus (y compris les brigades 'de soutien aux personnes victimes du sida', l'éducation des pairs, les clubs anti-sida et les campagnes médiatiques).
11. **des politiques d'emploi et des principes directeurs concernant le sida** soient mises en place dans toutes les institutions d'enseignement (y compris les avantages sociaux des éducateurs affectés par le sida) et dans tous les sites des ministères de l'éducation nationale.
12. **L'évaluation de l'impact du HIV/sida sur le secteur de l'éducation** a été faite, et que des plans d'action soient mis en oeuvre pour stabiliser l'offre et la demande en matière de services éducatifs et pour en protéger la qualité.

GERER L'IMPACT DU SIDA SUR LE SECTEUR DE L'EDUCATION

Il faut s'assurer que:

13. qu'au niveau national, le Ministère de l'éducation soit impliqué dans le Groupe thématique de l'ONUSIDA.
14. lorsqu'elle n'existe pas, **une unité chargée de l'éducation en matière de sida (et, si nécessaire, d'autres problèmes de santé)** soit établie, nantie de cadres de haut niveau et dotée de ressources suffisantes pour mener à bien les stratégies sida/éducation en place tant au niveau national que dans le cadre de la décentralisation.
15. **des ressources importantes** soient mobilisées, allouées et utilisées efficacement dans la lutte contre le sida.
16. **les informations et les données** relatives à l'épidémie soient systématiquement collectées, stockées, disséminées et utilisées dans le contexte d'un **programme de recherche cohérent et pertinent** concernant le sida et l'éducation.
17. **la capacité des gestionnaires et des planificateurs soit renforcée** à tous les niveaux, pour comprendre et faire face aux difficultés des étudiants et enseignants liées au sida.
18. **les procédures et les structures de gestion** du secteur éducatif soient souples, coordonnées et capables de faire face aux exigences de l'épidémie.
19. **les politiques relatives au sida et à l'éducation** soient revues, révisées, en place et rigoureusement appliquées (y compris les droits et les responsabilités des éducateurs, la discrimination dans les institutions d'enseignement, le harcèlement sexuel, la sécurité et les droits de l'homme).
20. **des mécanismes soient mis en place pour le suivi et l'évaluation continue** des performances du secteur dans la lutte contre le sida, avec des étapes et des indicateurs de progrès acceptés par tous.

AGIR AU NIVEAU REGIONAL

Nous sommes convaincus que des possibilités concrètes existent pour une coopération régionale fructueuse.

Comme les réponses du secteur de l'éducation à l'épidémie s'inscrivent dans le contexte plus large des plans stratégiques nationaux sur le sida, de la même manière la planification d'un pays s'inscrit elle aussi dans un contexte régional. Chaque pays de la CEDEAO est affecté par les problèmes et les préoccupations de ses voisins, chacun est également lié à l'autre sur le plan social, économique et épidémiologique. Pour répondre de manière efficace à l'épidémie du sida, chaque pays doit donc prendre en compte sa position géographique et reconnaître les problèmes et les opportunités engendrées par les interdépendances régionales.

Les opportunités les plus importantes pour une coopération régionale incluent :

- la création de cadres régionaux de coopération, en vue de procéder à des échanges de données, des ‘meilleures pratiques’ et d’autres informations utiles relatives à des réponses concertées. Ces dernières pourraient prendre la forme d’accords, de protocoles, d’associations ou de tout autre moyen qui puisse assurer à la fois la coopération et l’accès à l’information.
- l’établissement ou le renforcement des ressources régionales en matière d’instituts (par exemple de recherche, et de ressources pédagogiques telles que des programmes de formation et des matériels didactiques à adapter par les pays), des équipes d’experts (pour offrir des compétences régionales intégrées et des corpus de connaissances accessibles à tous), de formateurs (pour la formation de formateurs par exemple) et un meilleur rapport coût-efficacité pour obtenir des économies d’échelles régionales.
- un ‘lobby’ pour défendre les intérêts et les besoins régionaux et nationaux.
- un forum régional pour promouvoir la lutte contre le sida dans le domaine de l’éducation (fonction ‘plaidoyer’).
- le développement de réseaux d’experts, y compris la mise en réseau d’institutions-relais d’enseignement pour renforcer et nourrir les capacités nationales.

Au niveau régional, l’Organisation pour la Santé de l’Afrique de l’Ouest qui fait partie intégrante de la CEDEAO, devrait coopérer plus étroitement avec l’ONUSIDA et les institutions des Nations Unies concernées par le sida et l’éducation.

Les participants ont exprimé leurs remerciements à l’UNESCO pour avoir pris l’initiative d’organiser la Conférence d’Elmina et aux donateurs pour avoir financé cette activité. Ils ont finalement insisté sur le fait que les organisateurs devaient assurer un suivi adapté à cette réunion importante.

LA CONFERENCE D’EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LE SIDA ET L’EDUCATION EN AFRIQUE DE L’OUEST. *ELMINA, GHANA, 19-23 MARS 2001*